

SOCIÉTÉ

“NOUS SOMMES SUR LA BONNE VOIE”

Bien qu’attentif à la recrudescence des agressions homophobes, le président de l’association Exaequo reste serein.

L’ESSENTIEL
• **Un rassemblement de solidarité** s’est tenu dimanche sur la place de la République à Paris, en conséquence de la recrudescence d’agressions homophobes violentes. Elle pourrait être alimentée par l’actuel débat portant sur l’extension de la procréation médicalement assistée (PMA), dans le cadre de la révision de la loi bioéthique.
• **Si aucun fait marquant** n’a été constaté dans notre région, l’inquiétude point. Le président de l’association Exaequo, active dans la Marne et les Ardennes, réagit.

UN CLIMAT DÉLÉTÈRE
« Il n’y a pas qu’à Paris que des couples homosexuels ont été agressés durant ces dernières semaines, éclaire le président de l’association Exaequo, Olivier Nostry. À Lille, dans le Nord, deux lesbiennes ont par exemple été aspergées d’eau de javel et de peinture noire pendant la Braderie. » La capitale a néanmoins cristallisé le phénomène, « auquel nous ne pouvons qu’être attentifs, même si nous avons un peu le sentiment d’être protégés dans nos départements ». Il explique la recrudescence d’agressions homophobes en France par l’ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes. « Nous retrouvons le climat délétère qui avait précédé le vote sur la loi du mariage pour tous en 2013. »

L’ANORMALITÉ
« Le débat rend légitime le discours de haine », développe Olivier Nostry. Il est lu, vu et entendu dans les médias, copieusement relayé sur les réseaux sociaux. « Pour-quoi eux et pas moi ? » Ce discours fielleux se libère dans un contexte particulier, selon le

président de l’association Exaequo. « Soit un fond de crises économique et identitaire, entraînant notamment un repli sur soi. On n’accepte plus l’autre, différent, pour un tas de raisons. Qu’il s’agisse d’homosexuels, de juifs, de musulmans, d’étrangers... On n’accepte plus ce qui sort de notre zone de confort et qu’on estime être l’anormalité. »

“Le discours des jeunes générations rassure, les adolescents sont ouverts et acceptants”
Olivier Nostry

L’important est « de ne pas être défaitiste et de refuser la victimisation à outrance ».

3 LA DISCRIMINATION
« Un travail éducatif de fond s’avère nécessaire, déclare Olivier Nostry. Ce à quoi nous contribuons en intervenant au sein des collèges et des lycées. » L’association travaille sur toutes les discriminations à la fois, luttant contre les préjugés qui circulent dans les familles et sur les réseaux sociaux. « Nous donnons des clés aux jeunes pour qu’ils comprennent les mécanismes et impacts de la discrimination. Ce qui peut nous permettre de faire changer les mentalités. Nous ne

LA PMA POUR TOUTES LES FEMMES
C’est la ministre des Solidarités et de la Santé qui l’a dit : « La procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes figurera dans la loi bioéthique. » Actuellement réservée aux couples hétérosexuels infertiles ou risquant de transmettre une maladie à l’enfant, elle devrait s’étendre aux couples de femmes ou aux femmes célibataires. « Tous les feux sont au vert du côté du conseil consultatif national d’éthique, du conseil d’État, des parlementaires... », a assuré Agnès Buzyn au micro de RTL le 21 octobre. Emmanuel Macron s’est engagé à satisfaire cette revendication des associations LGBT (lesbiennes, gay, bi et transgenres) pendant sa campagne électorale ; ce que François Hollande avait également promis. S’il ne l’a pas fait, c’était pour ne pas rouvrir un front semblable à celui de La Manif pour tous au moment de l’adoption de l’ouverture du mariage aux homosexuels.



« Le principal, c’est que ça avance », déclare Olivier Nostry, président de l’association LGBT (lesbiennes, gay, bi, transgenres) Exaequo. Édouard Lantenols

sommes pas dans le témoignage, comme d’autres associations peuvent le faire. Pour nous, cela n’a aucun intérêt si ce n’est pour un jeune gay ou une jeune lesbienne dans la classe. » Exaequo va à la rencontre d’environ 1 000 jeunes marnais et ardennais chaque année. « Un travail éducatif de fond à poursuivre et développer. » Olivier Nostry se félicite à cet effet

4 UNE ÉVOLUTION DES MENTALITÉS
S’il voit d’un mauvais œil la force de frappe de « La Manif pour tous », le Rémois se rassure avec le discours des jeunes générations. « Les adolescents sont ouverts et acceptants. Il y a même des collègues qui font leur coming out ! » Il poursuit : « Le mariage homosexuel va de soi pour les jeunes. Quand on leur dit qu’il ne date que de 2013, ils n’en reviennent pas. À bien y regarder, le travail n’est presque plus à faire sur l’homosexualité. Il concerne désormais les

jeunes transgenres. »
5 SUR LA BONNE VOIE
Pas de quoi crier victoire pour Olivier Nostry. « L’obscurantisme peut revenir, a conscience Olivier Nostry. Notre combat ne sera jamais terminé mais nous sommes sur la bonne voie. » Il opère un retour en arrière jusqu’en 1981, date de la dépénalisation de l’homosexualité. « Force est de constater que les choses évoluent dans le bon sens. Quand on y regarde de près, le chemin parcouru en quarante ans est extraordinaire. On est passé de l’homosexualité-fléau social, au mariage, à l’adoption et à la reconnaissance du couple homosexuel. »

6 ACTION-RÉACTION
Reste à passer la zone de turbulences qui s’annonce. « Chacun va réagir à sa manière, affirme-t-il, en fonction de son ressenti, de son vécu, de la confiance qu’il a en

soi. » Il y a ceux qui ne vont plus se sentir libres dans l’espace public. « Ils vont faire preuve de vigilance. Ils vont s’autocensurer, en évitant tous les gestes de tendresse que l’on

LES RÉACTIONS

Des insultes homophobes au travail

Il a vécu un enfer de janvier à juin 2018. « J’en suis progressivement tombé dans la dépression. » Le Rémois qui travaillait dans un magasin de bricolage a fait l’objet de moqueries de la part de trois de ses confrères de confession musulmane. « Au début, des réflexions gentilles lancées sur un ton humoristique, puis des réflexions offensantes complètement dénuées d’humour. » Quelles qu’elles soient, les insultes sont assénées sans qu’il n’y ait de témoins. « Il est arrivé un moment où je n’ai plus réussi à gérer, raconte-t-il. C’était la première fois que je vivais l’homophobie. » Faisant état des difficultés qu’il rencontre à ses supérieurs, il se heurte à un mur. « Le plus virulent de mes trois agresseurs était délégué du personnel et dès qu’une critique lui était faite, il criait au racisme. » Il cherche un nouvel emploi et démissionne. « Mes trois dernières semaines au sein de l’entreprise ont été particulièrement pénibles. J’en étais arrivé à avoir honte de ce que j’étais. » Aujourd’hui, il va mieux. Il s’épanouit dans son nouvel environnement professionnel, ce qui ne l’empêche pas de s’inquiéter de la recrudescence d’agressions homophobes à Paris. « C’est de la régression. Aucun politique n’en prend conscience. J’ai peur pour les plus fragiles d’entre nous, comme les petits jeunes qui se découvrent. » Il n’a pas porté plainte, le plus offensif de ses agresseurs ayant également quitté l’entreprise. « Je m’étais aussi dit que cela n’en valait pas la peine parce que ça n’aboutirait pas. »

« Moi, je continuerai de prendre le parti d’en rire, assure Olivier Nostry. Je renverrai les mots d’oiseaux dont on m’affuble, sur un ton badin. » ■ SOPHIE BRACQUEMART

ACTES HOMOPHOBES : PEU DE PLAINTES DÉPOSÉES

Trois situations d’homophobie ont été suivies par l’association Exaequo depuis le début de l’année 2018. « Toutes trois dans le milieu du travail », précise son président, Olivier Nostry. Des violences verbales ont plu dans une entreprise de transport en commun, un magasin de bricolage et un institut médico-éducatif (IME) implantés dans les départements de l’Aube et de la Marne. Courant 2016, le président avait eu fort à faire avec un jeune gay pris à partie par plusieurs individus dans le quartier rémois Wilson alors qu’il traversait la place Mozart. « Il avait été roué de coups, au point de perdre connaissance. Il avait été hospitalisé durant plusieurs jours. Malheureusement, l’affaire a été classée. » À bien y regarder, peu d’actes homophobes sont portés à la connaissance de l’autorité judiciaire, notamment dans le département de la Marne. Dans un courriel en date du 3 avril adressé aux associa-

tions concernées, les procureurs de la République de Châlons-en-Champagne et Reims avaient invité leurs présidents à prendre attache avec eux « pour aborder des cas particuliers ». La démarche n’a guère été suivie d’effet. « Quand une plainte est déposée, fait toutefois remarquer Olivier Nostry, son caractère homophobe n’est pas forcément retenu. » Il invoque « des filtres dès le dépôt de plainte » et critique « le choix de la circonstance aggravante dans les affaires de violence ». « Les violences sans IIT ne peuvent en recevoir qu’une, explique le procureur de Reims, Matthieu Bourrette. Si nous choisissons la plus évidente, c’est pour éviter que le tribunal ne requalifie le délit en contrevention de 4^e classe s’il estimait que la circonstance aggravante moins évidente n’est pas prouvée. Ne pas voir de discrimination ou de hiérarchisation, conclut-il, quand il ne s’agit que de technique juridique. »

LES FEMMES VOILÉES DANS LE COLLIMATEUR



Le partenariat liant la Licra et le ministère de l’Intérieur est désormais décliné au niveau départemental. Photo d’archives Jérôme Heurtel

Le préfet de la Marne, Denis Conus, le directeur départemental de la sécurité publique de la Marne, Joseph Merrien, et les sections locales de la Licra (Châlons-en-Champagne et Reims) ont signé une convention de partenariat en matière de lutte contre le racisme, l’antisémitisme et les discriminations le 28 septembre à Reims. « Elle nous permet d’intervenir dans les écoles de police et de gendarmerie pour sensibiliser les élèves à l’accueil des usagers, illustre la présidente de la section rémoise, Francine Bellour, qui insiste sur le fait que « les victimes sont des personnes en souffrance ». À la tête de l’association depuis trois ans, elle relève une augmentation des discriminations homophobes et racistes au travail, ainsi que des actes à caractère raciste visant les femmes voilées. Elle s’étonne aussi de la multiplication des violences verbales qu’échangent des écoliers au motif de leurs origines, osant parler « de communautarisme ethnique ». « Les tensions entre enfants se répercutent sur leurs parents, puis sur les enseignants, précise-t-elle, ceux-ci se voyant reprochés de ne pas avoir su défendre l’honneur de chaque communauté. » Francine Bellour interprète le retour de la haine envers les homosexuels comme « un retour en arrière » qu’elle lie à l’actualité (PMA pour toutes). Elle déplore l’absence de jugeote chez bon nombre de concitoyens, conduisant à de mauvaises interprétations. « Ils prennent pour argent comptant les “infox” diffusées sur des sites internet et relayées sur les réseaux sociaux. C’est aussi affligeant qu’inquiétant. » Elle s’emploie pour ce faire, avec les bénévoles actifs de l’association, à intervenir dans les établissements scolaires, des écoles primaires aux lycées. « Nous sommes allés à la rencontre de 3 200 jeunes durant l’année scolaire 2017-2018. »

LES AUTRES POINTS

“La PMA pour toutes, un projet à construire ensemble”

Le comité « Croix-Rouge En Marche ! » organise un débat bioéthique sur la procréation médicalement assistée (PMA), aujourd’hui, à 18 h 30, au 53, rue Vernouillet à Reims (au sein de l’Atelier – Quartier libre). Parmi les intervenants, la députée LREM de la 2^e circonscription de l’Allier, Laurence Vanceunebrock-Mialon, membre de la mission d’information sur la révision de la loi relative à la bioéthique.

“Les Bisqueers roses”

L’association rémoise Exaequo organise son 17^e festival LGBT (lesbiennes, gay, bi et transgenres) du lundi 5 au dimanche 11 novembre. Renseignements au 06 42 04 56 14.

Un meurtre homophobe en 2002 à Reims

Les faits remontent à la nuit du 13 au 14 septembre 2002 ; ils ont pour théâtre le parc Léo-Lagrange. Gérant d’un restaurant McDonald’s, François Chenu est tué par trois skinheads dans sa 29^e année. Ils le rouent de coups de poing et de pied avant de le jeter à l’eau. Le répêchent et le molestent de nouveau. L’un de ses agresseurs va même jusqu’à lui sauter à pieds joints sur le visage. Bien qu’agonisante, la victime est rejetée à l’eau. Elle meurt noyée.

“Pour ou contre l’IVG ?”

Preuve que rien n’est jamais acquis, la récente remise en cause du droit à l’interruption volontaire (IVG) de grossesse dans plusieurs pays ; citons l’Espagne. Citons aussi le triste fait d’arme de l’animateur Cyril Hanouna dans sa nouvelle émission fait C8, celui-ci ayant lancé le débat « Pour ou contre l’IVG »...